

RSA : la double escroquerie

Posté le : 9 janvier 2014 18:50 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Attitudes, Histoire économique récente, Réforme, hyperfiscalité, Economie et politique, sécurité sociale

Nous avons dénoncé sur ce blog, et cela dès sa création, l'erreur qu'était la création du RSA. Il n'y avait strictement aucune chance que ce système marche. Nicolas Sarkozy voulait une mesure sociale phare "de gauche", pilotée par un "homme de gauche" pour assurer sa réélection. Il avait recruté pour se faire une nullité ambitieuse, Martin Hirsch. Ce dernier ne ménagera pas sa peine pour faire passer une mesure qui est en fait une double escroquerie.

La première escroquerie est fiscale. Pour financer le RSA, il fallait des recettes nouvelles. On a donc taxé un peu plus le revenu de l'épargne des Français. Les chiffres annoncés : 2.5 MdE. Dans la pratique la recette récurrente est de 6.5 MdE. Comme d'habitude on a menti aux Français en minorant les conséquences d'un impôt nouveau. Et les dépenses effectives du RSA ne dépassent pas 1.5MdE. C'est l'histoire de la vignette pour les vieux qui recommence. L'argent est parti ailleurs.

Deuxième escroquerie : celle qui a consisté à annoncer qu'on sortirait de la pauvreté 2 millions de personnes (propos tenus mille fois par Martin Hirsch). En fait on a presque doublé le nombre de personnes indemnisées. Actuellement on en est à 2.2 millions de personnes. RTL ce matin, interrogeait les intéressés : tous étaient au RSA depuis 3 ans ! Les statistiques évoquées parlent de 8% de sortie du RSA sans qu'on sache exactement les causes de ses sorties.

Tout cela était inscrit dans le code génétique de cette mesure politicienne faussement généreuse. Nous l'avons dénoncée dès le départ parce que les lacunes étaient manifestes. S'agissant d'une "mesure généreuse" les médias applaudissent, par principe, au départ et se taisent jusqu'à ce qu'un nouveau projet soit proposé quelques années ou décennies plus tard. Alors on se déchaîne sur les anciennes modalités pour justifier le changement.

La radio cite ce matin deux critiques ...que nous retrouvons identiquement dans notre papier de l'époque.

- Il y a trop d'avantages connexes attachés au statut de RMiste ou de RSastre pour en sortir facilement. Nous ajoutons : c'est tellement difficile d'arriver à tout obtenir qu'une fois qu'on y a réussi, on ne va pas tout remettre en cause pour...gagner moins, de façon précaire, avec l'angoisse de recommencer tout le processus dans quelques semaines. RTL évalue l' avantage connexe entre 1.500 et 2.500 Euros par an, en sus des indemnités du RSA. La mendicité, le travail au noir et diverses activités délictueuses permettent éventuellement de compléter le tout (toutes les prostituées de la rue Saint Denis étaient au RMI à peine un an après la création de la chose par Rocard...).

- Lorsqu'une crise décennale dure se profile, on sait que le nombre des indemnitaires va augmenter massivement. Lorsqu'on est sage, on s'arrange pour faire face à l'afflux et on ne s'occupe pas de revaloriser les rentes de ceux qui, déjà, ne travaillent pas.

En fait, sous le couvert de bons sentiments, alors que l'ambition était politicienne chez Sarkozy (moi Président de gauche, vous vous rendez compte !) et carriériste chez Hirsch (moi, Ministre, vous vous rendez compte !), on a enfermé des populations dans l'assistanat de longue durée, qui était déjà le défaut majeur du RMI, dont le "I" (pour insertion) a toujours été quasiment inexistant.

Rappelons que toutes les politiques de charité sont excellentes lorsqu'elles sont :

- Provisoires : elles aident à passer un cap difficile
- Ciblées : tout le monde ne mérite pas d'être aidé
- Assorties de conditions : la personne aidée doit y mettre du sien
- Modulées pour tenir compte de l'état de la conjoncture : les périodes de vaches grasses ne sont pas les périodes de vaches maigres.
- Différenciées en fonction des populations concernées : on ne doit pas traiter de la même façon des populations dont "l'employabilité" est très différente.
- Unifiées et globalisées : toutes les aides doivent être accessibles au même guichet avec une possibilité d'offrir le jeu le plus adéquat, dans le cadre d'un budget global.
- Décentralisées : les commissions d'attribution et de suivi doivent coller au terrain et connaître la clientèle.
- Transparentes : tout le monde doit pouvoir savoir ce qui a été accordé à qui.
- Contrôlées : les abus doivent être durement sanctionnés.

Sinon, on ne fait qu'affirmer un droit à vivre aux crochets des autres indéfiniment.

Il est à noter que F. Hollande ("Moi Président" ... et je n'en suis toujours pas revenu !") a repris exactement le même schéma en créant la "garantie jeune" qui permet de rester désormais dans l'assistanat pendant toute sa vie.

"Plus ça change plus c'est la même chose" avait déjà remarqué Jean-Baptiste Alphonse Karr il y a un siècle et demi . La démagogie parlementaire dénoncée du temps de la Troisième et de la Quatrième République est passée à l'échelon présidentiel, la réduction à 5 ans du mandat, confortant cette tendance.

Le Français, né malin et charitable, est content mais cocu, qu'il soit payeur ou bénéficiaire.